



## COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU HAUT VALLESPİR

### Extrait du registre des délibérations

L'an deux mille vingt-deux, le vingt-neuf juin, à dix-huit heures trente, les membres du Conseil Communautaire, régulièrement convoqués, se sont réunis au Centre Sud Canigó Sports et Pleine Nature, route de la Baillie, à Arles sur Tech, lieu préalablement choisi par ses membres, sous la présidence de Monsieur Claude FERRER, Président.  
La convocation a été transmise par voie dématérialisée le 24 juin 2022.

#### **Etaient présents (21) :**

- Conseillers d'Amélie-les-Bains-Palalda : MME Marie COSTA et M. Frédéric DEPERROIS.
- Conseillers d'Arles sur Tech : MMES Catherine BARNEDES, Jocelyne RIBUIGENT, MM. Jean-Marie CORCOY, Jérôme MOLAS, David PLANAS, Jean-Louis VIRGILI et André XIFFRE.
- Conseiller de Corsavy : M. Antoine CHRYSOSTOME.
- Conseiller de Coustouges : M. Jean-Louis CASANOVA
- Conseiller de La Bastide : M. Daniel BAUX.
- Conseiller de Lamanère : MME Gisèle JUANOLE.
- Conseiller de Le Tech : M. Guillaume CERVANTES.
- Conseiller de Montbolo : M. Hervé COLAS.
- Conseiller de Montferrer : -
- Conseillers de Prats-de-Mollo-La Preste : M. Claude FERRER.
- Conseillers de Saint Laurent de Cerdans : MME Marie-Madeleine SAN JUAN, MM Yves BENASSIS et Louis CASEILLES.
- Conseiller de Saint Marsal : -
- Conseiller de Serralongue : M. Philippe JUANOLA
- Conseiller de Taulis : MME Martine MAUGUIN

**Absents excusés (9) :** MMES Ingrid DUNYACH, Michelle DUNYACH, Danielle HERBAIN, Jeanne MAISON et Christine SITJA, MM Michel ANRIGO (suppléé par Jean-Louis CASANOVA), Alain CADENE, Jean-Victor HERETE et Alexandre REYNAL.

**Pouvoirs (6) :** MMES Simone BERIO (procuration à Frédéric DEPERROIS), Magali YOVANOVITH (procuration à Marie COSTA), MM Richard COLL (procuration à Marie COSTA), Jean-Marie GOURGUES (procuration à Philippe JUANOLA), Guy METIVIER (procuration à Martine MAUGUIN) et Bernard REMEDI (procuration à Claude FERRER).

**Soit 21 membres présents sur un effectif de 35, le quorum est atteint.**

M. Frédéric DEPERROIS est élu secrétaire de séance.

#### **OBJET : ECOLE DE MUSIQUE INTERCOMMUNALE : Convention de gestion avec la Communauté de Communes du Vallespir**

**Vu** la délibération communautaire en date du 14 novembre 2006, intégrant les écoles de musique du territoire au sein de la communauté de communes à compter du 01 janvier 2007 ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5214-16-1 ;

**Considérant** que la Communauté de Communes du Haut Vallespir (CCHV) dispose d'une expérience de plusieurs années dans la gestion à l'échelle de son territoire d'une Ecole de Musique Multi sites,

**Considérant** que la Communauté des Communes du Vallespir (CCV) dans le cadre de sa compétence facultative : Actions communautaires de sauvegarde et renforcement de l'identité du territoire, a délégué contractuellement la gestion de l'enseignement instrumental individuel et formation musicale collective (solfège) à l'Association Enseignement musical en Vallespir,

**Considérant** que cette association a fait savoir qu'elle ne pourrait plus assurer ce service dans les prochains mois par manque de bénévoles et sollicite la collectivité pour une solution de continuité de l'activité musicale en Vallespir,

**Considérant** la cohérence territoriale de la CCV et de la CCHV et l'expérience de cette dernière, la CCV a souhaité se rapprocher de la CCHV pour envisager de structurer cette compétence à l'échelle de la vallée et développer un projet éducatif musical ambitieux, ainsi qu'une offre de formation musicale uniforme entre les territoires du haut et bas Vallespir à l'échelle des intercommunalités, et qu'à ce titre, il apparaît opportun de créer un service commun,

**Considérant** la demande de la CCV de créer ce service commun et l'accord de la CCHV,

**Considérant** que pour une bonne organisation dudit service, il est nécessaire de mettre en place par convention de gestion les moyens techniques, humains et financiers pour assurer le bon fonctionnement à l'échelle des deux Communautés de Communes,

**Considérant** l'avis favorable de la commission culture en date du 15/06/22,

**Il est proposé au Conseil Communautaire d'approuver la création de ce service commun et le projet de convention annexé à intervenir avec la CCV pour la gestion de ce service.**

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents et représentés :**

- **APPROUVE** l'extension du service Ecole de Musique Intercommunale de la CCHV auprès de la CCV ;
- **APPROUVE** le projet de convention annexé à intervenir avec la CCV pour la gestion dudit service ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer tous documents afférents à ce dossier, et notamment ladite convention de gestion.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus,

Ont signé au registre tous les membres présents.

« Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations. »

**Certifié exécutoire après :**

Transmission en Préfecture le :

Affiché le :

Publié sur le site internet : 25/07/22

Fait à Arles sur Tech, le 29 juin 2022,

Le Président  
COMMUNAUTÉ DES COMMUNES HAUT VALLESPIR  
8 Boulevard  
du Riuferrer  
66150  
Arles-sur-Tech  
Claude PERRER.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité décisionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier, par courrier (TA MONTPELLIER 6 rue Pitot-34000 Montpellier) ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), et ce dans le même délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.





## CONVENTION DE GESTION POUR L'ACTIVITE DU SERVICE DE L'ÉCOLE DE MUSIQUE INTERCOMMUNALE

ENTRE d'une part,

La Communauté de Communes du Haut Vallespir, Etablissement Public de Coopération intercommunale, dont le siège se trouve 66150 Arles-sur-Tech, représentée à l'effet des présentes par Monsieur le Président, Claude FERRER, dûment habilité par délibération du conseil communautaire en date du .....

Ci-après dénommée « CCHV »

ET d'autre part,

La Communauté de Communes du Vallespir, Etablissement Public de Coopération intercommunale, dont le siège se trouve 66 400 Céret, représentée à l'effet des présentes par Monsieur le Président, Michel COSTE, dûment habilité par délibération du conseil communautaire en date du .....

Ci-après dénommée « CCV »

### PREAMBULE

**Considérant** que la CCHV dispose d'une expérience de plusieurs années dans la gestion à l'échelle de son territoire d'une Ecole de Musique Multi sites ;

**Considérant** que la CCV dans le cadre de sa compétence facultative : **Actions communautaires de sauvegarde et renforcement de l'identité du territoire**, a délégué contractuellement la gestion de l'Enseignement instrumental individuel et formation musicale collective (solfège) à l'Association Enseignement musical en Vallespir ;

**Considérant** que cette association a fait savoir qu'elle ne pourrait plus assurer ce service dans les prochains mois par manque de bénévoles et sollicite la collectivité pour un solution de continuité de l'activité musicale en Vallespir ;

**Considérant** la cohérence territoriale de la CCV et de la CCHV et l'expérience de cette dernière, la CCV a souhaité se rapprocher de la CCHV pour envisager de structurer ce service à l'échelle de la vallée et développer un projet éducatif musical ambitieux, ainsi qu'une offre de formation musicale uniforme entre les territoires du haut et bas Vallespir à l'échelle des intercommunalités ;

**Considérant** la demande de la CCV de créer ce service commun et l'accord de la CCHV ;

**Considérant** que pour une bonne organisation dudit service, il est nécessaire de mettre en place par convention de gestion les moyens techniques, humains et financiers pour assurer le bon fonctionnement à l'échelle des deux Communautés de Communes ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5214-16-1 ;

**Considérant** qu'en application des dispositions de l'article précité, « Sans préjudice de l'article L5211-56, la Communauté de Communes peut confier, par convention (...) la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes membres, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public » ;

**Considérant** que ce mécanisme est en outre conforté, dans son mode de passation sans mise en concurrence ni publicité préalable, par la jurisprudence ;

**Considérant** que la présente convention n'entraîne pas un transfert de compétence mais une convention de gestion, par la CCV à la CCHV, du Service Ecole de Musique ;

**Considérant** qu'il convient de fixer les modalités de la convention par laquelle la CCV entend confier la gestion du service Ecole de Musique à la CCHV ;

## **IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les conditions de gestion et d'organisation du service commun entre la CCV et la CCHV.

Il est précisé que ce service a pour objectif d'assurer l'enseignement musical et de participer aux actions culturelles des deux territoires.

### **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention est conclue pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2022 au 31 août 2023 inclus.

Elle sera reconduite tacitement chaque année à la date anniversaire, pour une période de même durée, et ce jusqu'au 31 août 2026.

Les parties conservent toutefois la faculté de résilier la présente convention en respectant un préavis selon les dispositions prévues à l'article 7.

### **ARTICLE 3 : MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION**

L'organisation et la gestion des missions de l'Ecole de Musique de la CCV sont confiées à la CCHV

La CCV devra être tenue informée de l'organisation et de la gestion des missions confiées à ce service.

La CCV mettra à disposition tous les locaux nécessaires au bon fonctionnement du service. A ce titre la CCV et la CCHV conventionneront avec les communes membres de la CCV qui définiront les conditions d'occupation de ces locaux dont les charges ne seront supportées que par les communes membres et la CCV.

La CCV se chargera d'affecter à ses locaux tous les moyens matériels nécessaires à la bonne exécution des missions du présent service (matériel, mobilier, instruments de musique, équipements divers...).

Afin de permettre la gestion des missions, la CCHV se voit attribuer par la CCV pour toute la durée de la présente convention, la totalité des droits afférents aux biens correspondants et nécessaires au fonctionnement dudit service.

La CCHV assurera le recrutement du personnel dans les conditions prévues à l'article 6.

Pour une bonne organisation, les agents de ce service, interviendront principalement sur les sites d'enseignement de la CCV, soit sur les communes de Le Boulou, St Jean-Pla-de-Corts, Maureillas et Céret, (Le Perthus suivant les effectifs) mais pourront également être amenés à exercer, dans le cadre de la mutualisation des moyens et de l'uniformisation des enseignements, sur les sites de la CCHV soit sur les communes d'Amélie-les-Bains-Palalda, Prats de Mollo – La Preste et Saint Laurent de Cerdans.

La répartition des lieux de cours est déterminée en début d'année, à la clôture des inscriptions. A l'issue de celles-ci, ou en cours d'année, si un effectif de classe de formation musicale et/ou de pratique instrumentale apparaît insuffisant sur une commune, le gestionnaire du service se réserve le droit d'affecter les élèves sur un autre site d'enseignement.

### **ARTICLE 4 : MISE EN PLACE D'UN COMITE TECHNIQUES CHARGE DU SUIVI ET DE L'EVALUATION DU SERVICE**

Un comité technique est mis en place composé des deux présidents des collectivités, d'un élu référent dans chaque intercommunalité, du coordonnateur du service, des directeur généraux de service ou leur représentant.

Il se réunira à minima deux fois par an, en début d'année scolaire et en fin d'année scolaire et si besoin pour toute décision qui impacterait structurellement et financièrement le service commun ou tout autre nécessité apparu en cours d'exécution de la présente convention.

## **ARTICLE 5 : CONDITIONS ET PRINCIPES FINANCIERS**

La CCHV fera l'avance de toutes les dépenses de fonctionnement et d'investissement liées à la gestion et l'organisation de ce service, et mettra en place un suivi comptable dédié pour le service de l'école de musique de la CCV.

Une ventilation des charges de personnel sera effectuée mensuellement au prorata des heures de chaque agent qui est intervenu sur le service objet des présentes.

Les dépenses de fonctionnement courantes (achat de petit matériel, ouvrages...) et d'investissement liées à l'exercice des missions seront imputées sur le compte comptable concerné.

Par ailleurs, la CCHV percevra les recettes afférentes à cette activité pendant la durée de la convention. Elle pourra à ce titre solliciter toutes subventions et aides pour le financement des postes budgétaires, et encaisser le montant des redevances payées par les familles pour l'utilisation du service.

La CCHV fournira annuellement au mois de septembre un budget prévisionnel de l'année scolaire compte tenu des nouvelles inscriptions au service.

Les tarifs applicables aux familles seront ceux définis par la CCHV, en accord avec la CCV en comité technique, afin de garantir une uniformisation tarifaire sur les territoires des deux intercommunalités.

Ces tarifs pourront être revus annuellement par délibération de la CCHV en accord avec la CCV en comité technique, après examen préalable du bilan annuel de l'année N et du budget prévisionnel de rentrée de l'année N+1 par le comité technique.

La CCV sera destinataire annuellement de l'ensemble des documents budgétaires et de gestion en dépenses et recettes relatifs au service Ecole de Musique.

Sur présentation de ces états, la CCV remboursera à la CCHV les dépenses de fonctionnement et d'investissement engagées déduction faite des recettes et subventions obtenues pour l'activité du service.

Dans ce cadre, la CCV pourra solliciter auprès de la CCHV, la transmission des pièces justificatives fournies à l'appui des mandats et titres figurant dans les décomptes pour procéder à des contrôles et pour valider les écritures comptables nécessaires à l'intégration de ces éléments dans sa comptabilité.

Actuellement la participation financière annuelle de la CCV à l'association Ecole de Musique en Vallespir s'élève à 90 000 €, montant reconduit par la CCV au service commun à nombre égal d'élèves inscrits. En cas d'augmentation du nombre d'élèves inscrits cette participation sera revue à la hausse déduction de nouvelles participations des autres partenaires obtenues dans le cadre de ce service commun. La CCHV en informera la CCV avant la rentrée scolaire et cette hausse de participation devra faire l'objet d'une validation préalable en comité technique.

La CCV s'engage également à faire évoluer sa participation à la hausse afin de couvrir les effets de mesures catégorielles adoptées par le législateur en faveur de la réévaluation des salaires (évolution des grilles, du SMIC, de la valeur du point d'indice, etc...)

Enfin, au terme de la présente convention, les deux Communautés se mettront d'accord sur les modalités de répartition des moyens matériels éventuellement acquis en commun au cours de l'exécution de celle-ci.

## **ARTICLE 6 : MODALITES LIEES AU PERSONNEL**

Le personnel affecté au service Ecole de Musique de la CCV dépendra jusqu'à la fin de la présente convention de la CCHV, qui en assurera la gestion administrative et opérationnelle.

Le choix des agents recrutés pour assurer cette mission sera fait sur proposition du coordonnateur par le Président de la CCHV qui en informera le Président de la CCV.

La CCHV recrutera uniquement en contrat à durée déterminée, pour le compte de la CCV, dans le cadre du service Ecole de Musique de celle-ci, le personnel nécessaire à la bonne exécution des missions prévues par la présente convention.

Les contrats des agents en CDD seront revus annuellement à chaque rentrée scolaire ou en cours d'année, selon l'évolution de la fréquentation du service.

Si un agent recruté dans le cadre de la création et des besoins de ce service commun, remplissait, en cours d'exécution de la présente convention, les conditions pour bénéficier d'un contrat à durée indéterminée ou d'une intégration sous statut de la fonction publique territoriale, les deux parties examineront au cas par cas pour définir les conditions de cette évolution professionnelle.

Pour les agents déjà sous contrat avec la CCHV en CDD ou CDI, un avenant annuel sera établi afin de modifier le contrat pour la prise en compte des nouvelles missions liées à la présente convention.

Enfin, en cas d'arrêt de la présente convention de gestion, l'ancienneté des agents ainsi recrutés en CDD par la CCHV, sera prise en compte par la CCV, dans le cadre d'un recrutement postérieur.

## **ARTICLE 7 : ASSURANCE**

Il est convenu que l'intégralité des locaux et moyens matériels mis à disposition seront assurés par la CCV ou par les communes membres qui feront l'objet de conventions d'occupations précaires distinctes de la présente convention.

La CCHV certifie par ailleurs qu'elle a souscrit une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile au titre des activités de toute nature qu'elle conduit et met en œuvre, dont celles couvertes par la présente convention.

Elle s'engage à maintenir cette assurance en vigueur pendant toute la durée de la convention.

## **ARTICLE 8 : MODIFICATION, RESILIATION OU NON RECONDUCTION**

Toutes modifications à la présente convention feront l'objet d'un avenant.

La présente convention pourra être résiliée avant son terme par l'une ou l'autre des parties selon les dispositions suivantes :

- 1) En cas de non-respect des dispositions de la présente convention par l'autre partie, 30 jours après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception non suivi d'effets : les conséquences financières engendrées par cette rupture seront supportées par la partie qui n'a pas respecté les dispositions de la convention.



- 2) Pour des motifs d'intérêt général moyennant le respect d'un préavis d'1 mois : la partie à l'origine de la résiliation supportera les conséquences financières liées à la rupture anticipée (indemnités de licenciement...).
- 3) Par accord entre les parties moyennant le respect d'un préavis de 3 mois : les parties supporteront mutuellement les conséquences financières liées à la résiliation.

En cas de résiliation anticipée ou de non-reconduction à l'échéance annuelle de la présente convention, chaque collectivité se verra transférer les agents en CDI ou fonctionnaire au prorata du temps de travail assuré sur son territoire respectif.

#### **ARTICLE 9 : MODALITES DE REGLEMENT DES LITIGES**

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

Fait à Céret

Le

Pour la Communauté de Communes  
du Haut Vallespir

Le Président,

Pour la Communauté de Communes  
du Vallespir

Le Président,

Claude FERRER

Michel COSTE